

TABLE DES MATIÈRES

Préface	IX
Dominic Martin	
Remerciements et précision éditoriale	XXVII
Ivan Tchotourian	
Liste des contributrices et des contributeurs	XXXI
Prologue	XXXVII
Alexis Langenfeld et Loïc Geelhand De Merxem	
Présentation de l'ouvrage : L'entreprise responsable, sujet-frontière et spatialité	XXXIX
Ivan Tchotourian et Luc Brès	

PREMIÈRE PARTIE

Lecture du droit

CHAPITRE 1

Le concept de RSE	9
--------------------------------	---

Ian B. Lee

1. Introduction	12
-----------------------	----

2. Distinction n° 1 : la RSE par opposition à la conformité juridique	13
3. Distinction n° 2 : la RSE, dans une logique « instrumentale » ou « intrinsèque » ?	15
4. Distinction n° 3 : la RSE, obligatoire ou discrétionnaire ?	21
5. Conclusion	23

CHAPITRE 2

La responsabilité sociale des entreprises en droit européen et en droit allemand	25
---	-----------

Christoph Teichmann et Justin Monsenepwo

1. Introduction	30
2. La Directive RSE (2004/95/EU)	31
2.1 Introduction	31
2.2 RSE dans le contexte de l'évolution du droit comptable européen	32
2.3 La politique de l'Union européenne en matière de RSE	35
2.4 Contenu de la Directive RSE	40
2.4.1 Champ d'application matériel et personnel	40
2.4.2 Déclaration non financière	41
3. Transposition de la Directive RSE en droit allemand	44
3.1 Introduction	44

3.2	Procédure législative pour la mise en œuvre de la Directive RSE en droit allemand	45
3.3	Impact de la CSR-RUG sur les règles existantes	49
3.3.1	Introduction	49
3.3.2	Extension des obligations de déclaration dans le Code de commerce	49
3.3.3	Obligation d'information ou obligation de comportement ?	57
3.3.4	Application de la business judgment rule et marge de manœuvre du conseil d'administration	57
3.3.5	Élargissement de la fonction de surveillance du conseil de surveillance dans la AktG	59
3.3.5.1	Introduction	59
3.3.5.2	Audit et responsabilité	60
3.3.5.3	Devoir de surveillance et de conseil ...	60
3.3.5.4	Réserve d'approbation	61
3.3.5.5	Réserve pour la plénière	62
3.3.5.6	Absence d'une obligation de poursuivre en justice	62
3.3.5.7	Décisions relatives au personnel et aux rémunérations	63
3.3.6	Application de la BJR	64
3.4	Sanctions	65
3.4.1	Introduction	65

3.4.2	Sanctions du Code de commerce	65
3.4.3	Sanctions en droit de la concurrence	67
3.4.4	Délégation et responsabilité générales	69
4.	Conclusion	70

CHAPITRE 3

	Les dispositifs légaux instaurant des obligations de RSE : brouillage(s) de frontières	75
--	---	----

Emmanuelle Mazuyer

1.	Introduction	78
2.	Les obligations légales de type communicationnel ou statutaire à destination des entreprises françaises	80
2.1	Des obligations en matière de <i>reporting</i> social et environnemental	80
2.1.1	Le cadre réglementaire initial applicable	81
2.1.2	Les modifications du dispositif à la suite de la directive européenne	84
2.2	L'intégration statutaire des préoccupations sociales et environnementales des activités des entreprises dans leur objet social	85
2.2.1	La consécration des fonctions sociétales des entreprises	85
2.2.2	Un premier bilan des objectifs sociétaux des entreprises	88

3. Les obligations légales de dispositifs dédiés à certaines thématiques transnationales	90
3.1 Le devoir de compliance en matière de lutte contre la corruption	91
3.1.1 L'intégration de la compliance en droit français	91
3.1.2 Les modalités de suivi du devoir de compliance	91
3.2 Le devoir de vigilance des sociétés mères	93
3.2.1 Les contours du devoir de vigilance	95
3.2.2 La mobilisation contentieuse du dispositif	96

CHAPITRE 4

Le <i>purpose</i> comme outil de responsabilisation des entreprises : Regard nord-américain sur une notion nouvelle	101
--	-----

Anne-Sophie Godbout et Jeremy Michel Roy

1. Introduction	104
2. <i>Purpose</i> : le long chemin vers une définition	104
3. Évolution du <i>purpose</i>	107
3.1 Origines du <i>purpose</i>	108
3.2 Retour sur la norme de la primauté actionnariale	110
3.3 Remise en cause du modèle de la primauté actionnariale	111

4. <i>Purpose</i> : une nouvelle thématique de la gouvernance	114
4.1 Développements récents	114
4.1.1 Théorie des parties prenantes	115
4.1.2 Principes ESG	118
4.2 <i>Purpose</i> et pandémie mondiale	121
4.3 <i>Purpose-washing</i> : la stratégie critiquable de demain ?	124
5. Conclusion : quel rôle pour l'État ?	128

CHAPITRE 5

L'intérêt social dans la loi PACTE, vers un nouveau rapport de force entre associés et sociétés ?	131
--	------------

Axel Gasser

1. Introduction	134
2. L'intérêt social protégeant les intérêts des associés et des créanciers	136
3. L'intérêt social obligeant les associés à protéger la société humaine	141
4. Conclusion	146

CHAPITRE 6**Moralisation des rémunérations des dirigeants :
expériences françaises** 149

Matthieu Zolomian

- 1. Introduction 152
- 2. La moralisation par une plus grande lisibilité 155
 - 2.1 Une plus grande lisibilité par la transparence
des rémunérations 155
 - 2.2 Une plus grande lisibilité par la comparaison
des rémunérations 160
- 3. La moralisation par la plus grande implication
des actionnaires 166
 - 3.1 L'implication *ex ante* des actionnaires 167
 - 3.2 Une implication *ex post* 172

CHAPITRE 7**Institutional Investors and the Responsible Enterprise:
Hopes Belied?** 179

P. M. Vasudev

- 1. Introduction 182
- 2. Rise of Institutional Shareholding 184
- 3. Institutional Investors: Paradigm Shift in
Shareholding? 186
 - 3.1 Pension Funds' Terms of Reference 186

3.2	Pension Funds' Outsourcing Model	188
3.2.1	Investment Management	188
3.2.2	Outsourcing Voting Decisions	190
3.3	Incentives at Work	191
3.4	Investment Methods	193
3.4.1	Pension Funds, Private Equity, and Hedge Funds	193
3.4.2	PE/Hedge Fund Investments: Socio-economic Impact	195
3.5	Limited Corporate Engagement	198
4.	Executive Incentives, Shareholder Value, and Institutional Attitudes	199
4.1	Executive Pay and Worker Pay: The Trends	199
4.2	Performance Benchmarks, Executive Reward, and Corporate Behaviour	202
4.3	Delivery of Shareholder Value and Benefit for Investors	204
4.4	Trends in "Say on Pay"	207
5.	Takeaway?	209

CHAPITRE 8**L'évitement fiscal des entreprises : un *continuum*
d'acceptabilité fiscale (qui doit décider ?) 213**

Suzanne Paquette

1. Introduction	216
2. Contexte d'émergence de la planification fiscale	220
3. Planification fiscale : évitement ou évasion	224
3.1 Perspective légale	226
3.2 Planification fiscale : un <i>continuum</i> d'acceptabilité	227
3.2.1 Évasion fiscale	229
3.2.2 Planification fiscale et évitement fiscal	229
3.2.3 Évitement fiscal ou évasion fiscale	236
4. Ampleur du phénomène BEPS et les mesures d'évitement fiscal	238
4.1 Le phénomène BEPS	238
4.2 Le taux d'imposition effectif comme mesure d'évitement fiscal	241
5. La planification fiscale efficace et les coûts non fiscaux	243
5.1 Planification fiscale efficace	243
5.2 Le rôle des coûts non fiscaux	244
6. Conclusion	247

CHAPITRE 9**La loi française sur le devoir de vigilance à l'épreuve de son application** 251

Isabelle Daugareilh

1. Introduction	254
2. Les résistances engendrées par la loi	258
2.1 Les résistances basées sur les carences de la loi	259
2.2 Les résistances basées sur une application minimaliste de la loi	262
2.2.1 Le plan de vigilance considéré comme une simple obligation documentaire	263
2.2.2 Une implication des parties prenantes et des syndicats, considérée comme une simple faculté	265
3. Les controverses soulevées par la loi	269
3.1 Les controverses sur la détermination du juge compétent	269
3.1.1 Le droit d'option de juridiction des demandeurs non commerçants	270
3.1.2 La nature commerciale ou civile de l'obligation de vigilance	272
3.2 Les controverses sur les titulaires du droit d'ester en justice	275
4. Conclusion	277

CHAPITRE 10**L'Ombudsman canadien pour la responsabilité des entreprises : lecture critique d'une innovation canadienne .. 281**

Alexis Langenfeld

1. Introduction	284
2. Les prédécesseurs de l'OCRE	286
2.1 Point de contact national canadien	286
2.2 Bureau du conseiller en responsabilité sociale des entreprises	287
3. Cadre normatif de l'OCRE	291
3.1 <i>Corpus</i>	291
3.2 Mission	293
3.3 Compétences	295
3.4 Mécanisme de responsabilisation des droits de la personne	298
3.4.1 Dépôt de plainte et début de la procédure	299
3.4.2 Conduite d'examen	300
3.4.3 Résolution du différend	302
3.5 Recommandation de sanctions et de poursuites	303
3.6 Transparence par l'émission de rapports	305
3.7 Répartition des rôles	308

4. Analyse critique	308
4.1 Compétences	308
4.2 Normes à promouvoir	310
4.3 Influence mutuelle entre l'OCRE et les tribunaux ...	312
4.4 Pouvoirs	314
4.5 Contrôle gouvernemental	316
5. Conclusion	318

CHAPITRE 11

De l'article 173 de la loi française sur la transition énergétique à l'article 29 de la loi énergie-climat, l'exemple à suivre pour le <i>reporting</i> extra-financier des investisseurs ?	327
--	------------

Loïc Geelhand de Merxem

1. Introduction	330
2. Les assises législatives du <i>reporting</i> extra-financier des acteurs financiers	333
2.1 L'article 173-VI de la loi de transition énergétique : le socle de référence du <i>reporting</i> extra-financier des investisseurs en France	336
2.1.1 La transparence ESG des investisseurs français	336
2.1.2 Le bilan en demi-teinte de l'article 173-VI ...	341

2.2	L'influence complexe des chantiers législatifs européens : le Règlement <i>Disclosure</i> et Taxonomie européenne	349
2.2.1	Le Règlement <i>Disclosure</i> : la prise en compte des facteurs de durabilité dans la stratégie et la prise de décision d'investissement	349
2.2.2	Le Règlement Taxonomie : le système européen de classification unifié des activités durables	356
3.	L'article 29 de la loi énergie-climat : le renchérissement français en matière de reporting durable	367
3.1	Les exigences de l'article D. 533-16-1 du Code monétaire et financier	370
3.2	Les premiers pas poussifs de l'article 29	374
3.3	La sanction incertaine de l'article 29 de la loi énergie-climat	377
3.3.1	Le « <i>comply or explain</i> renforcé » : talon d'Achille du dispositif ?	378
3.3.2	Vers une responsabilité juridique accrue des investisseurs	387

CHAPITRE 12

	<i>Too Big to Jail</i> : Comment les firmes accusées de corruption obtiennent la clémence des gouvernements	393
--	--	-----

Denis Saint-Martin

1.	Introduction	396
2.	Théories et méthodes	397

3. Séquence 1 : le bruit autour des scandales de SNC Lavalin	400
3.1 L'échelon provincial	402
3.2 L'échelon fédéral	404
4. Séquence 2 : le cadre du nationalisme économique	405
4.1 L'échelon provincial	406
4.2 L'échelon fédéral	407
5. Effet de ralliement et coalitions de soutien	409
6. L'adoption de nouvelles règles anticorruption	412
6.1 L'échelon provincial	413
6.2 L'échelon fédéral	414
7. Analyse et conclusion	418
Annexe A : Chronologie des scandales, enquêtes, accusations	422

CHAPITRE 13

L'évolution de la gestion prudente et diligente d'une caisse de retraite : de la diversification à l'intégration des facteurs ESG	427
--	-----

Patrick Mignault

1. Introduction	430
2. La norme comportementale de conduite prudente et diligente	433

3. L'évolution de la LRCR avec les principes de gestion de l'actif	437
3.1 La diversification de l'actif et la théorie moderne du portefeuille	438
3.2 L'émergence de la gestion des risques financiers	441
4. L'intégration des facteurs environnementaux, sociaux et de bonne gouvernance (ESG)	443
5. Conclusion	449

DEUXIÈME PARTIE

Lecture de l'administration

CHAPITRE 14

Danone : Au-delà de ses règles, penser la gouvernance de l'entreprise à mission	461
--	-----

Ivan Tchotourian et Yassine Ben Messaoud

1. Introduction	464
2. Cadre juridique de la société à mission	466
2.1 Les engagements	467
2.1.1 Aspect théorique	467
2.1.2 Aspect pratique	468
2.2 Le suivi des engagements	469
2.2.1 Le comité de mission	470
2.2.2 L'organisme tiers indépendant	474

3. Danone ou l'illusion du capitalisme responsable ?	477
4. Penser la gouvernance des entreprises à mission	481
4.1 Un CA indépendant, compétent et activiste	482
4.2 Des actionnaires responsabilisés	484
4.2.1 Réduire leurs pouvoirs	486
4.2.2 Encadrer leurs pouvoirs	487
4.2.3 Prôner des objectifs moins financiers	489
4.2.4 Imposer un devoir de promouvoir la RSE	489
5. Conclusion	491

CHAPITRE 15

Les propositions d'actionnaires : source d'amélioration continue de la gouvernance	497
---	-----

Louise Champoux-Paillé

1. Mise en contexte	500
2. Les assises de la participation actionnariale	501
3. Fonctionnement des propositions d'actionnaires	503
4. Méthodologie	507
5. Historique des propositions d'actionnaires	509
5.1 De 1982 à 1996	510
5.2 De 1997 à 2012	512

5.2.1	Augmentation importante du nombre de propositions	516
5.2.2	Importance des propositions traitant des enjeux environnementaux et sociétaux vers la fin de la période	517
5.2.3	Arrivée de nouveaux joueurs	517
5.2.4	Ciblage particulier des banques	519
5.2.5	Spécialisation des types de propositions selon les instigateurs de propositions	520
5.2.6	Nombre de propositions retirées	520
5.2.7	Vote consultatif sur la rémunération des hauts dirigeants et propositions ayant obtenu un vote majoritaire	521
5.3	Période de 2012 à 2019	522
5.3.1	Poursuite d'une présence accrue des investisseurs institutionnels et du MÉDAC ...	523
5.3.2	Nombre de propositions retirées	523
5.3.3	Banques, cibles toujours privilégiées	524
5.3.4	Nature des propositions d'actionnaires et popularité de celles de type sociétal	525
5.3.5	Ratio d'équité	526
5.3.6	Accès aux procurations	527
5.3.7	Ventilation des votes selon le type d'action pour les actions à vote multiple	528
5.3.8	Propositions ayant obtenu plus de 50 % des votes	528

6. Conclusion	530
6.1 Investissement responsable	531
6.2 Modifications apportées à la LCSA	532

CHAPITRE 16

Pourquoi limiter les revenus des hauts dirigeants d'entreprise : échecs de marché et externalités positionnelles	537
---	-----

David Robichaud et Patrick Turmel

1. Introduction	540
2. Libre marché et externalités	544
3. Marché non idéal et externalités positionnelles	551
4. Biens positionnels et rémunération des hauts dirigeants ...	555
4.1 La rémunération des hauts dirigeants en tant que bien positionnel	556
4.2 Le haut dirigeant bien rémunéré en tant que bien positionnel	557
4.3 Un problème social	559
5. Mettre au régime la bête positionnelle	560
6. Conclusion	562

CHAPITRE 17**La divulgation d'information en tant que mécanisme de responsabilisation des grandes entreprises canadiennes 565**

Soro Coulibaly

1. Introduction	568
2. L'irresponsabilité des grandes entreprises canadiennes	571
2.1 La prise en considération limitée de l'ETN par le droit	572
2.2 L'impunité des ETN canadiennes à l'étranger	576
3. La divulgation : responsabiliser les grandes entreprises par l'information	582
3.1 La divulgation d'information, un mécanisme juridique de responsabilisation	585
3.1.1 L'obligation d'information financière : la responsabilisation par le milieu des affaires	585
3.1.2 L'obligation de transparence : la responsabilisation par les parties prenantes	591
3.2 La divulgation d'information, un mécanisme de marché de responsabilisation	599
3.2.1 Le pouvoir des parties prenantes	599
3.2.2 Le risque réputationnel des grandes entreprises	603
4. Conclusion	606

CHAPITRE 18**Évolutions dans la régulation : importance grandissante des intermédiaires et conséquences pour la RSO** 611

Luc Brès, David Levi-Faur et Simon Lavoie

1. Introduction	613
2. La perspective de la gouvernance réglementaire	615
3. Présupposés remis en question par la perspective de la gouvernance réglementaire	618
3.1 Centralité des États	618
3.1.1 Le processus de régulation est avant tout la prérogative des États nationaux	619
3.1.2 Les États ont les moyens et/ou la volonté de s'assurer eux-mêmes que des lois et règles cohérentes soient produites, appliquées et respectées	619
3.2 Le processus de réglementation	622
3.2.1 Le processus de réglementation suit une organisation verticale du pouvoir	622
3.2.2 La réglementation est (et doit être) fondée sur « du droit dur »	624
3.3 Rôle des acteurs de la régulation	627
3.4 Relation entre marché et réglementation	629
3.4.1 Les vagues de déréglementation des années 1980 ont entraîné une moindre réglementation des marchés	629

3.4.2	L'activité économique, le marché, les entreprises tendent toujours par nature à affaiblir voire à corrompre la régulation	631
4.	Les intermédiaires de régulation et leur conséquence pour la RSO	634
4.1	Conséquence pour les réglementations RSO	634
4.2	Conséquences pour les organisations	639
4.2.1	Pouvoir et autorité : intermédiaires en tant que relais de normativité	639
4.2.2	Crédibilité et légitimité : intermédiaires comme pourvoyeurs de légitimité	641
4.2.3	Ressources et compétences : intermédiaires et gestion de la RSO	644
5.	Conclusion	645

CHAPITRE 19

	La norme ISO 26000, une norme frontière	649
--	--	------------

Isabelle Cadet

1.	Introduction	652
2.	La normalisation sans frontière : la tentation de l'ISO	656
2.1	L'objet-frontière de la Norme ISO 26000 : la responsabilité sociétale	657
2.1.1	La RSE : le mythe d'un concept de gestion « au-delà de la loi »	658

2.1.2	La RSO : un concept créé par la Norme ISO 26000 très politique	660
2.2	Le statut internormatif de la norme ISO 26000	661
2.2.1	L'ISO 26000, à la croisée de différentes sources normatives	662
2.2.2	L'axiologie des droits de l'homme, à l'intersection des principes et des questions centrales de la responsabilité sociale	666
3.	La Norme ISO 26000 : modèle de gouvernance de l'internormativité	670
3.1	La stratégie de dialogue internormatif dans la construction de la norme	671
3.1.1	Une stratégie de réseau entre prescripteurs de normes	671
3.1.2	La construction d'un consensus normatif	673
3.2	La norme ISO 26000, un aiguillon internormatif ...	676
3.2.1	La circulation de la norme ISO 26000 : entre liberté et contraintes	676
3.2.2	Les risques juridiques de la gouvernance partagée de l'internormativité	682
4.	Conclusion : normes transfrontières ou droit international ?	685

CHAPITRE 20**Les frontières de la responsabilité patronale :
le cas des régimes complémentaires de retraite 689**

Frédéric Hanin

1. Introduction	692
2. Les frontières de la responsabilité patronale dans les régimes complémentaires de retraite	695
2.1 Éléments pour une généalogie de la responsabilité patronale	695
2.2 Les frontières de la responsabilité patronale dans les régimes complémentaires de retraite	698
2.3 Les dimensions institutionnelles de la responsabilité patronale dans les régimes complémentaires de retraite	702
2.4 Construction et déconstruction de la responsabilité patronale dans les régimes de retraite à prestations déterminées au Québec	705
3. L'avenir de la responsabilité patronale dans les régimes complémentaires de retraite	710
3.1 La fin de la responsabilité patronale et l'avenir des régimes de retraite	711
3.2 La restructuration des régimes complémentaires et l'évolution de la responsabilité patronale	714
3.3 La refondation de la responsabilité patronale et l'avenir de la retraite dans les régimes complémentaires de retraite	717
3.3.1 La retraite comme définition élargie de l'invalidité	718

3.3.2	La retraite comme droit au congé selon la situation personnelle	719
3.3.3	Un droit au partage des bénéfices de l'entreprise	719
3.3.4	Un droit à un revenu minimum garanti en fonction de l'âge	720
3.3.5	Un droit au partage de la valeur ajoutée	720
4.	Conclusion	722

CHAPITRE 21

	L'investissement socialement responsable dans un monde financier dominé par les investisseurs institutionnels	725
--	--	------------

Jérôme Deschênes

1.	Introduction	728
2.	Rôle d'autres parties prenantes	729
2.1	Émetteurs	729
2.2	Fournisseurs	730
2.3	Clients	731
2.4	Gouvernements	731
3.	Rôle des investisseurs en matière d'investissement responsable	732
3.1	Motivations des investisseurs à avoir des préférences en matière de responsabilité sociale des entreprises	732

3.2 Mécanismes d'intervention des investisseurs	735
3.3 Les différents types d'investisseurs	736
3.3.1 Les investisseurs institutionnels	736
3.3.2 Les investisseurs individuels	739
3.4 Les actionnaires activistes	739
4. Communication entre les différents acteurs et les investisseurs en matière de responsabilité sociale des entreprises	740
4.1 La divulgation en matière de responsabilité sociale	740
4.2 La démocratie actionnariale et l'assemblée générale des actionnaires	742
4.3 Les agences de notation responsables	743
4.4 Les médias	744
5. Discussion et conclusion	744

CHAPITRE 22

La mesure d'impact et l'investissement socialement responsable (ISR) : un tour d'horizon	749
---	------------

Diane-Laure Arjaliès, Vincent Bouchet, Patricia Crifo et
Nicolas Mottis

1. Introduction	754
2. Contours de la montée en puissance de l'ISR	756

2.1	Des fonds éthiques à l'impact investing : développement de l'ISR	756
2.2	Historique de la mesure d'impact	759
2.3	Mesure d'impact et facteurs extrafinanciers : la littérature sur la responsabilité sociale de l'entreprise	760
2.4	Distinguer la mesure d'exposition de la mesure d'impact	763
3.	L'enjeu de l'information non financière et de la comptabilité environnementale et sociale	765
3.1	Un champ de recherche aux contours instables	765
3.2	Contexte réglementaire	766
3.3	La production et la communication de l'INF	767
3.3.1	CES : objectif de pilotage ou de communication ?	767
3.3.2	Légitimer : le développement des audits et des labels	768
3.3.3	Communiquer l'INF pour mieux rendre compte de la création de valeur	769
3.3.4	Une communication de l'INF qui se développe, mais reste insuffisante	772
3.4	Choix des indicateurs de performance E, S et G	772
3.4.1	L'environnement et le climat, au cœur des priorités	772

3.4.2	Impact social et droits de l'Homme	773
3.4.3	Impact sur la gouvernance	774
4.	De la mesure de performance à la mesure d'impact d'un investissement	774
4.1	Définition de l'impact	774
4.2	La mesure d'impact au travers d'un exemple : le financement d'un parc éolien	776
4.3	Définir des objectifs	778
4.4	Mesure de causalité	780
4.4.1	Approches quantitatives	780
4.4.2	Approches qualitatives : théorie du changement et étude de cas	781
4.4.3	Mesurer la causalité pour un investissement ISR	782
5.	Comparer et agréger des mesures d'impact au niveau d'un fonds	783
5.1	Piloter : comparer des mesures d'impact	783
5.1.1	Approches monétaires	783
5.1.2	Approches non monétaires	784
5.2	Communiquer : agréger des mesures d'impact	785
6.	Conclusion	786

CHAPITRE 23**Combustibles fossiles : analyse juridique des stratégies
d'investissement et de désinvestissement 793**

Margaux Morteo

1. Introduction	796
2. Le désinvestissement, la stratégie de rupture	802
2.1 Le désinvestissement spontané des acteurs privés	803
2.2 La construction d'un droit du désinvestissement	806
2.2.1 L'Irlande	807
2.2.2 La Norvège	808
2.2.3 L'infructueuse tentative de la Belgique	811
2.3 Conclusion	811
3. Investir différemment, la stratégie de la transition	812
3.1 Les accords internationaux, le droit <i>mou</i> au service du climat	813
3.2 L'Union européenne, l'objectif de sécurité climatique	815
3.3 L'engagement actionnarial, le dialogue au cœur du changement	816
3.4 Une meilleure transparence de l'information non financière	820
4. Conclusion	825

CHAPITRE 24**La gouvernance des coopératives : en quête de théories et de pratiques adéquates** 829

Myriam Michaud et Luc K. Audebrand

1. Introduction	832
2. La gouvernance en théorie et en pratique	836
2.1 Principales théories de la gouvernance	837
2.2 L'angle des paradoxes comme approche multithéorique	842
2.3 Qu'est-ce qu'une coopérative ?	845
2.4 Les types de coopératives	849
2.5 Principales caractéristiques du modèle coopératif	851
2.5.1 Les membres : au cœur de la coopérative	852
2.5.2 Structure de propriété de la coopérative : propriété des usagers et usagères	854
2.5.3 Structure décisionnelle : contrôle démocratique par les usagers et usagères	855
2.5.4 Structure financière : redistribution équitable des profits aux usagers et usagères	858
3. Particularités de la gouvernance coopérative	861
3.1 Composition du membrariat : tension entre homogénéité et hétérogénéité	863

3.2	Motivation des administrateurs : une tension entre mesures incitatives extrinsèques et intrinsèques	866
3.3	Autonomie et indépendance du CA : tension entre contrôle et collaboration	869
3.4	Participation des membres à la vie démocratique : tension entre logique d'entreprise et d'association ...	872
3.5	Élection des membres du CA : tension entre expertise et représentativité	876
3.6	Mesure de performance : tension entre mission économique et mission sociale	880
3.7	Maintien de l'identité coopérative : tension entre conformité et altérité	883
4.	Discussion et conclusion	887

CHAPITRE 25

Introduction au droit consumocratique	893
--	------------

Martin Dumas

1.	Introduction	896
2.	Le système consumocrate	898
2.1	Raison d'être et fonctionnement du système consumocrate	899
2.2	Enjeux pragmatiques, pédagogiques et d'affiliations internationales	901
2.2.1	Une approche pragmatique	902

2.2.2	Une approche vulgarisatrice	903
2.2.3	Une approche complémentaire	904
3.	Le droit consumocratique et le sort de jeunes travailleurs indiens	905
3.1	Les lois sur le travail des enfants et l'intervention de Rugmark	908
3.2	Que révéler ? L'intérêt de l'enfant, l'éducation et la santé, et le choix religieux	913
Annexe A	918

TROISIÈME PARTIE

Lecture de la philosophie

CHAPITRE 26

Repenser les frontières de la responsabilité des entreprises au prisme d'une éthique relationnelle

929

Cécile Ezvan, Hélène L'Huillier et Cécile Renouard

1.	Introduction	932
2.	Trois conceptions de la « frontière » pour définir les contours de la responsabilité de l'entreprise	933
2.1	La qualité relationnelle comme expression d'une conception ajustée des frontières de la responsabilité ..	933
2.2	La frontière comme limite, interface/membrane ou nouvel horizon	934
2.3	Les nouvelles frontières de la responsabilité vis-à-vis des biens communs mondiaux	936

3. Frontières étendues de la responsabilité sous l'angle d'une éthique relationnelle (cadre d'analyse)	940
3.1 Responsabilité économique et financière de considérer le profit comme un moyen et la qualité des relations comme une fin	943
3.2 Responsabilité sociale de garantir l'accès aux droits et capacités des salariés et des sous-traitants	946
3.3 Responsabilité sociétale et environnementale de préserver les écosystèmes à long terme	949
3.4 Responsabilité politique de contribuer aux changements structurels et institutionnels nécessaires à un développement humain durable	952
4. Dilemmes éthiques aux frontières de la responsabilité de l'entreprise : l'exemple du projet <i>Danone Pepenadores</i> au Mexique	955
4.1 Responsabilité économique et financière : jusqu'où promouvoir la transparence et l'équité ?	957
4.2 Responsabilité sociale : comment faire évoluer les conditions de travail tout en respectant les choix des chiffonniers/en faisant participer les chiffonniers ?	960
4.3 Responsabilité sociétale et environnementale : comment aller au-delà de réparer ses dommages et faire évoluer les modèles économiques pour cesser de détruire les écosystèmes ?	964
4.4 Responsabilité politique : faut-il promouvoir des changements limités, mais réalistes ou au contraire s'engager dans une transformation systémique quitte à menacer ses propres intérêts ? . . .	967
5. Conclusion	969

CHAPITRE 27**Dire l'éthique : de quoi parle-t-on ?** 973

René Villemure

1. Comprendre 977
2. De quoi parle-t-on ? 978
 - 2.1 L'éthique est affaire de culture 978
 - 2.2 L'éthique est également affaire de sens 980
3. À qui parle-t-on ? 982
4. D'où parle-t-on ? 986

CHAPITRE 28**La personne « morale » et son « éthique » des affaires** 991

Alain Deneault

1. Introduction 994
2. L'éthique des affaires en renforts 996
3. Généalogie comptable de la morale 997
4. Une nouvelle expertise : l'éthique des affaires 1000

CHAPITRE 29**Vers une RSE territorialisée** 1007

Benoît Pigé

1. Des différentes formes de la responsabilité 1013
 - 1.1 Responsabilité matérielle et responsabilité psychique 1014
 - 1.2 Le refoulement ou le cloisonnement de la responsabilité 1015
2. La territorialisation de la RSE 1018
 - 2.1 Des multinationales a-territorialisées 1019
 - 2.2 L'enjeu du risque 1021
 - 2.3 La mise en œuvre d'une RSE territorialisée 1024
3. Conclusion 1026

CHAPITRE 30**La dynamique interne du discours moral corporatif et l'influence de normes juridiques et non juridiques** 1029

Michel Dion

1. Introduction 1032
2. Les documents corporatifs éthiquement orientés et leur interrelation relative 1032
 - 2.1 L'énoncé de valeurs, ou le premier carrefour axiologique 1033

2.2	La mission d'entreprise, ou la définition de la raison d'être de l'organisation	1035
2.3	La vision d'entreprise, ou la projection de l'organisation dans un avenir indéfini	1037
2.4	Les politiques organisationnelles, ou l'espace normatif non axiologique	1038
2.5	Le code d'éthique, ou le second carrefour axiologique	1039
2.6	Les « principes de l'organisation », ou le fourre-tout inconscient	1043
2.7	Les rapports de responsabilité sociale et de développement durable, ou la volonté de répondre aux attentes des parties prenantes	1044
3.	La pluralité de micro-discours d'ordre moral dans l'entreprise et l'influence de normes juridiques et non juridiques	1049
3.1	La malencontreuse coexistence du juridique et de l'éthique dans les codes d'éthique organisationnels	1051
3.2	La présence de normes juridiques et non juridiques dans des documents corporatifs éthiquement orientés et son impact sur la perception de la nature du droit	1053
3.2.1	Les attentes normatives, leur acceptabilité sociale et leur insertion dans le Temps	1054
3.2.2	La moralité interne du droit et son interaction éventuelle avec l'éthique organisationnelle	1056
4.	Conclusion	1062

CHAPITRE 31**Le principe de causalité et de contribution et la responsabilité climatique des entreprises en tant qu'acteurs politiques** 1067

Thierry Ngosso

1. Introduction	1070
2. Le principe de causalité et de contribution (PCC)	1075
3. Pertinence du PCC	1077
4. Défis posés par le PCC	1078
5. Surmonter les défis que pose le PCC	1089
6. Deux obligations politiques climatiques	1094
7. Conclusion	1096

CHAPITRE 32**Réguler ou tolérer l'écoblanchiment : le cas de la Suisse** .. 1099

Guillaume Chappuis, Olivier Beaudet-Labrecque, Renaud Zbinden et Sandra Langel

1. Introduction	1102
2. État de la littérature	1105
2.1 Qu'est-ce que l'écoblanchiment ?	1106
2.2 Faut-il réguler l'écoblanchiment ?	1109
2.3 Qui doit se charger de cette régulation et comment ?	1111

3. Description du cadre juridique suisse sur l'écoblanchiment et de son application	1114
3.1 Cadre légal	1115
3.1.1 Loi fédérale sur l'agriculture (LAgr)	1115
3.1.2 Loi sur l'énergie (LEne)	1118
3.1.3 Loi fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LDAI)	1119
3.1.4 Loi fédérale contre la concurrence déloyale (LCD)	1121
3.1.5 Code ICC consolidé sur les pratiques de publicité et de communication commerciale	1122
3.2 Organes de régulation	1123
3.2.1 Commission Suisse pour la Loyauté (CSL) ..	1124
3.2.2 Secrétariat d'État à l'économie (SECO)	1126
3.2.3 Organisations de défense des droits des consommateurs	1127
4. Limites de l'approche suisse et pistes de réflexion	1128
4.1 Le rôle passif de l'État	1128
4.2 Davantage de données sur l'écoblanchiment	1129
4.3 Des lignes directrices contre l'écoblanchiment	1131
4.4 Vers une harmonisation européenne ?	1132
5. Conclusion	1135

CHAPITRE 33**Dialogue en coulisse : décryptage d'une pratique de gouvernance au service de la RSE et des facteurs ESG 1139**

Ivan Tchotourian et Julie Bernard

1. Introduction : un instrument de gouvernance qui s'est imposé	1143
2. Définition du dialogue : ce qu'il est et ce qu'il n'est pas	1157
3. Avantages et inconvénients du dialogue	1161
3.1 Avantages	1161
3.2 Inconvénients	1164
4. Normes canadiennes en matière de dialogue : une normalisation présente, mais diffuse	1168
4.1 Normes juridiques : le verre à moitié vide	1169
4.2 Normes de comportement des investisseurs institutionnels	1173
4.3 Normes professionnelles	1177
4.3.1 Bonnes pratiques et modèles de politique de la CCGG	1177
4.3.2 Recommandations de l'IAS	1180
4.3.3 Positions d'organisations privées	1181
4.4 Normes issues de la pratique : exemples de dialogues avec l'ICCR, le RRSE et autres	1182
5. Conclusion : les défis du dialogue en coulisse	1185

CHAPITRE 34**La participation des parties prenantes à la gouvernance
des sociétés, le miroir à deux faces 1193**

Nicolas Cuzacq

1. Introduction	1196
2. Quel rôle accorder aux parties prenantes au sein de la gouvernance des grandes entreprises ?	1198
2.1 L'intégration des parties prenantes dans les conseils d'administration ou de surveillance	1198
2.2 Des comités de parties prenantes aux assemblées de parties prenantes	1206
3. Les écueils à surmonter	1210
3.1 La représentativité des parties prenantes	1210
3.2 La confidentialité des informations transmises aux parties prenantes	1213
4. Conclusion	1215